

Bénin : Vers une meilleure redevabilité dans l'offre de services de santé sexuelle et reproductive pour les adolescents

Entre juillet et décembre 2021, le Cerrhud et l'Institut de Médecine Tropicale ([IMT](#)) d'Anvers (Belgique) ont mené une étude sur la redevabilité des ONGs et autres intervenants dans l'offre de services de Santé et droits sexuels et reproductifs vis-à-vis des adolescents et des jeunes dans les zones urbaines défavorisées.



Sensibilisation sur les grossesses non désirées, Crédit Photo: Fulbert Adjimehossou

Dans le cadre de cette étude réalisée dans huit quartiers de Cotonou, les auteurs ont opté pour une approche réaliste. Selon le Dr [Sara Van Belle de l'IMT](#), « C'est une méthodologie de recherche fondée sur le réalisme scientifique », précise-t-elle. « Elle permet d'évaluer comment le contexte et l'action individuelle et collective interagissent pour façonner les voies causales qui sous-tendent la responsabilité, un domaine trop souvent négligé par la recherche sur la responsabilité ».

Selon l'anthropologue de santé publique et chercheur au Cerrhud, [Mena K. Agbodjavou](#), la redevabilité consiste à garantir l'accès aux services, en mettant l'accent sur la qualité des soins et le respect des bénéficiaires. Il explique : « Les organisations doivent, entre autres, travailler à prendre en compte les besoins et les attentes des jeunes / adolescents à la base, pour les transférer à des niveaux

supérieurs en vue de la prise de décision (réactivité). Elles devront inscrire leurs interventions dans les politiques et plans gouvernementaux (responsabilité) ; réaliser des interventions coplanifiées avec les adolescents (contrôlabilité). Également, dans une logique de redevabilité, elles doivent également rendre compte aux bénéficiaires. C'est une pratique à promouvoir\\ \\ ».

La redevabilité pour l'efficacité dans les interventions.

Les résultats de l'étude témoignent d'efforts louables au sein de ces communautés à Cotonou. Mena Agbodjavou mentionne l\\ \\ l'existence d\\ \\ l'un comité local de suivi composé du responsable du Centre de promotion sociale (CPS) de l'arrondissement, du médecin coordonnateur de la zone sanitaire, d'un membre de l'association des parents d'élèves (APE), du délégué des élèves, d'un représentant des leaders religieux et d'un représentant de la mairie. En plus de faciliter les interventions dans les quartiers défavorisés, le comité est mandaté pour s'assurer de la qualité des services fournis à l'endroit des jeunes et des adolescents des zones défavorisées. Ce qui permet de porter un regard sur les aspects négligés de la SDSR dans ces zones.

Cependant, le tabou autour du sexe et de l'identité sexuelle des adolescents semble ne pas faciliter le travail au sein du comité. Des mécanismes ont été identifiés à la suite de l'étude pour favoriser une bonne redevabilité autour de l'offre des services de SDSR.

Il convient de rappeler que cette étude a été financée par le Fonds Flamand de recherche et l'Institut de médecine tropicale de Belgique.

Megan Valère SOSSOU

Une alliance stratégique pour l'électrification rurale au Cameroun : EDF et up0wa unissent leurs forces

C'est dans l'élégance feutrée de l'Hôtel Hilton de Yaoundé que s'est scellée une alliance prometteuse. EDF (Electricité De France), géant mondial de l'énergie décarbonée, et up0wa, éminent fournisseur de kits solaires domestiques, ont annoncé leur partenariat pour propulser le développement des solutions d'énergie bas carbone en zone rurale au Cameroun.



Photo de l'alliance Edf et up0wa

Pour Loic Descamps, PDG d'up0wa, cette collaboration marque un tournant majeur : « Cette alliance promet de renforcer considérablement notre capacité à répondre aux besoins énergétiques croissants au Cameroun et à encourager activement l'adoption des énergies renouvelables dans la région. Nous sommes convaincus que cette alliance fructueuse ouvrira la voie à des initiatives novatrices et durables pour contribuer positivement au secteur énergétique local. »

Cette vision est partagée par EDF, comme l'explique Olivier Fesquet, directeur général de la filiale camerounaise du groupe : « Le Cameroun est un pays d'intérêt pour EDF dans lequel nous nous positionnons d'ores et déjà comme un partenaire privilégié du secteur électrique pour contribuer au développement de la production d'électricité. Ce nouvel investissement vient renforcer notre ancrage déjà fort,

permettant ainsi de se rapprocher de l'objectif d'apporter des solutions bas carbone à toutes les populations. »

L'annonce officielle de cette collaboration s'est déroulée devant un parterre d'experts du domaine énergétique, en présence remarquée du ministre de l'Eau et de l'Énergie ainsi que de son homologue du Travail et de la Sécurité Sociale. Pour le ministre de l'Eau et de l'Énergie, ce partenariat stratégique entre EDF et up0wa intervient à point nommé pour répondre aux besoins énergétiques croissants en zone rurale à travers des dispositions innovantes axées sur la conservation du froid, la cuisson décarbonée et l'accès à Internet dans les régions éloignées.

L'objectif de cette alliance est également de soutenir l'expansion et la pérennité de la start-up up0wa, qui ambitionne, d'ici cinq ans, de fournir de l'énergie hors réseau (off-grid) à plus d'un million de personnes au Cameroun. Ce pays affiche un taux d'accès à l'électricité d'environ 71%, mais avec d'énormes disparités entre les zones urbaines et rurales, où il est seulement d'environ 40%, selon les données du ministère de l'Énergie.

Xavier Rouland, Directeur Off Grid à la Direction Internationale d'EDF, souligne : « EDF accroît sa présence au Cameroun et se rapproche de son objectif de connecter 1 million de foyers d'ici 2030 par le biais de solutions off-grid en Afrique. »

La collaboration entre EDF et up0wa ouvre ainsi une nouvelle ère pour l'accès à l'électricité en zone rurale au Cameroun, offrant des perspectives concrètes pour un développement durable.

Megan Valère SOSSOU

Initiative \ »Zéro Palu! Les entreprises s\'engagent\ » : un modèle de responsabilité sociale des entreprises en Afrique

Le 28 février 2024, le Réseau des Médias Africains pour la Promotion de la Santé et de l\'Environnement (REMAPSEN) a organisé un webinaire sur l\'initiative \ »ZERO PALU : LES ENTREPRISES S\'ENGAGENT\ ». L\'événement a permis à M. James Wallen, responsable de l\'équipe palu de Speak UP Africa, et à Mme Elisa Debordes, Directrice des Opérations de la Fondation Ecobank, de présenter l\'engagement des entreprises dans la lutte contre cette maladie en Afrique.



Face aux journalistes d\'Afrique, les deux intervenants ont expliqué le rôle important des entreprises dans cette lutte, souvent perçues comme des entités uniquement intéressées par le profit. Cependant, il est important de comprendre que les entreprises sont également touchées directement et indirectement par le paludisme. Cette maladie affecte les employés, créant des absences au travail et des pertes de productivité, ainsi que les clients, entraînant des réductions d\'épargne et des pertes d\'emploi.

Selon Mme Elisa Debordes, malgré les efforts mondiaux, l\'OMS a enregistré 249 millions de cas de paludisme en 2022, dont 94% en Afrique subsaharienne, entraînant 608 000 décès. Face à cette réalité, M. James Wallen souligne que les

bailleurs traditionnels ne sont pas prêts à augmenter massivement leurs contributions, et les gouvernements africains manquent de flexibilité budgétaire pour combler ces lacunes. Ainsi, les entreprises ressentent une responsabilité sociale et souhaitent être parties prenantes de la résolution des problèmes de développement social et économique sur le continent.

Pour répondre à cet appel, les entreprises proposent des solutions scientifiques, cliniques et financières. Cela inclut l'investissement dans la recherche et le développement de nouveaux outils de lutte contre le paludisme, la fourniture d'un accès aux traitements et aux moustiquaires imprégnées d'insecticide, ainsi que la mobilisation des ressources financières.

À ce jour, les résultats de l'initiative sont prometteurs : 10 champions engagés, 6 millions de dollars mobilisés en contribution financière et en nature, et la participation de 60 entreprises contributrices.

Dans un contexte où le paludisme reste une menace persistante en Afrique, l'implication active des entreprises dans la lutte contre cette maladie est indispensable pour atteindre l'objectif d'une Afrique sans palu.

Pour rappel, l'initiative « Zéro Palu! Les entreprises s'engagent » a été lancée en juillet 2020. Elle vise à mobiliser les entreprises du secteur privé national pour contribuer à l'élimination du paludisme d'ici 2030. Dotée d'un fonds catalytique de 60 millions de FCFA par pays, fourni par Ecobank, cette initiative s'étend sur une période initiale de mise en œuvre allant de 2020 à 2024.

Megan Valère SOSSOU

Manger de la viande du porc insuffisamment cuite peut mener à des conséquences graves

La viande de porc, un mets apprécié au Bénin pour ses saveurs variées, est au centre d'une mise en garde. Des cas récents, rapportés par l'American Journal of Case Reports, révèlent les dangers insoupçonnés de la consommation de la viande de porc insuffisamment cuite. Dans un récent numéro du journal scientifique américain, un cas saisissant a été dévoilé.



Aux États-Unis, un homme souffrant de migraines chroniques depuis plusieurs mois s'est présenté aux médecins de Floride. Des imageries médicales ont révélé la présence de kystes dans son cerveau, causés par des larves de ténia. Cette condition, appelée neurocysticercose, entraîne une infection du système nerveux central et peut avoir des conséquences dévastatrices sur la santé.

L'origine de cette infection, initialement mystérieuse, a été rapidement identifiée. Le patient, interrogé par les médecins, a admis avoir consommé du bacon insuffisamment cuit pendant une grande partie de sa vie. Cette révélation soulève des questions alarmantes sur les pratiques culinaires et l'hygiène alimentaire, mettant en évidence les risques associés à la consommation de viande de porc mal préparée.

Il est essentiel de comprendre que l'infection par le ténia peut résulter de diverses sources, notamment la consommation

de viande crue, mal cuite ou contaminée, ainsi que l'ingestion d'eau contaminée. Ces risques, souvent sous-estimés, nécessitent une sensibilisation accrue et des mesures préventives adéquates.

Ce cas médical alarmant souligne l'importance cruciale de prendre au sérieux les dangers potentiels associés à la consommation de viande de porc insuffisamment cuite. Les chercheurs appellent à une vigilance renforcée et à une éducation du public sur les bonnes pratiques alimentaires pour prévenir de telles infections graves.

Ces récentes découvertes rappellent aux férus de la viande de porc, l'importance de la préparation adéquate des aliments et de l'hygiène alimentaire pour protéger notre santé. Une vive attention à nos habitudes alimentaires peut aider à prévenir des conséquences médicales graves et à assurer un mode de vie sain et équilibré pour tous.

Megan Valère SOSSOU

L'ONUSIDA appelle à confier le leadership aux communautés pour mettre fin au sida d'ici 2030

Dans un contexte où des informations controversées sur de présumées contaminations au VIH/SIDA secouent [la toile béninoise](#), l'ONUSIDA a dévoilé [son dernier rapport](#) sur l'état des lieux de la maladie, offrant ainsi un grand aperçu sur la situation actuelle. Les statistiques de

l\\\'édition 2022 révèlent à la fois des progrès encourageants et des défis persistants dans la lutte contre cette pandémie dévastatrice. Avec 39 millions de personnes vivant avec le VIH dans le monde, les données mettent en lumière l\\\'urgence continue de l\\\'action mondiale.



Mais, cette année l\\\'ONUSIDA lance un appel passionné aux gouvernements du monde entier pour confier le leadership à des communautés engagées dans la lutte contre le VIH. Un rapport récemment publié par l\\\'organisation, intitulé \\\" »Confier le leadership aux communautés\\\" », met en lumière le rôle crucial joué par ces groupes, tout en soulignant les défis auxquels ils sont confrontés en raison du sous-financement et des obstacles entravant leurs efforts.

Selon ce rapport, le sida ne pourra être éradiqué en tant que menace pour la santé publique d\\\'ici 2030 que si les communautés en première ligne reçoivent un soutien complet des gouvernements et des donateurs. Winnie Byanyima, directrice exécutive de l\\\'ONUSIDA, a souligné l\\\'importance de reconnaître les communautés comme des leaders plutôt que comme des problèmes à gérer. \\\" »Les communautés ne se tiennent pas en travers du chemin, elles éclairent la voie qui mène à la fin du sida\\\" », a-t-elle déclaré.

Le rapport, présenté lors d\\\'un événement à Londres organisé par l\\\'organisation de la société civile STOPAIDS, met en évidence le rôle moteur des communautés dans le progrès de la lutte contre le VIH. Des campagnes menées par ces communautés ont contribué à élargir l\\\'accès aux médicaments génériques contre le VIH et à réduire considérablement le coût du traitement. Des exemples au Nigeria montrent comment les programmes dirigés par des organisations communautaires ont augmenté de 64 % l\\\'accès au traitement anti-VIH.

Le rapport met également en lumière des initiatives novatrices des communautés, telles qu\\\'un projet en Namibie utilisant

des vélos électriques pour fournir des médicaments anti-VIH aux jeunes et des applications sur smartphone en Chine pour encourager l'autodépistage du VIH.

Pourtant, malgré ces réussites, les communautés font face à des obstacles majeurs, tels que le sous-financement et les attaques dans certains endroits. Robbie Lawlor, cofondateur d'Access to Medicines Ireland, souligne le besoin urgent de soutien financier : « On attend de nous que nous déplaçons des montagnes sans soutien financier. L'heure est venue de nous confier le leadership. »

Le rapport appelle à placer le rôle de leader des communautés au cœur de tous les plans anti-VIH, à financer pleinement et durablement ce rôle, et à éliminer les obstacles entravant leur capacité à agir. À l'heure actuelle, les communautés sont à la pointe de l'innovation et jouent un rôle crucial dans la riposte au sida. Il est temps de reconnaître et de soutenir pleinement leur leadership pour mettre fin au sida d'ici 2030.

Rappelons que des explications sur ce rapport ont été données aux Hommes des médias du Réseau des Médias Africains pour la Promotion de la Santé et de l'Environnement.

Megan Valère SOSSOU

Retour sur le Forum Régional des Médias sur la Santé

Infantile, la Vaccination et la Nutrition à Cotonou

Le vendredi 22 décembre 2023, la salle de conférence de l'UNICEF Bénin a servi de cadre à l'atelier de restitution de Cotonou sur le premier Forum Régional des Médias sur la Santé Infantile, la Vaccination et la Nutrition. Un rendez-vous important qui a rassemblé une vingtaine de journalistes, membres du REMAPSEN, toutes catégories de presse confondues.



Dans son discours d'ouverture, Mickael TCHOKPODO, le coordonnateur national du REMAPSEN au Bénin, a souligné le rôle essentiel de l'UNICEF dans la concrétisation de cet événement. « Si l'initiative du forum a prospéré, c'est grâce au soutien indéfectible du bureau régional de l'UNICEF, qui a vu dans l'idée de ce forum la preuve de l'engagement des journalistes pour une cause noble : les enfants, l'avenir de toute nation », a-t-il déclaré. Il a également exprimé sa conviction que cet atelier marquera le début d'une collaboration durable entre l'UNICEF Bénin et le REMAPSEN Bénin.

Aude Rigot, Cheffe du Bureau UNICEF Bénin, a ouvert officiellement l'atelier en félicitant la coordination du REMAPSEN Bénin pour le respect de son engagement. Elle a salué l'organisation de l'atelier de restitution du premier forum des médias sur la santé infantile, la vaccination et la nutrition, qui s'est tenu du 21 au 23 novembre 2023 à Lomé, au Togo. C'est une chance pour le REMAPSEN de tenir cet atelier à quelques jours du prochain cycle de programme de Coopération 2024 – 2026 de l'Unicef Benin.



Au cœur des débats, un panel dédié à la santé infantile, la

vaccination, et la nutrition au Bénin, animé par les experts Nicole Paqui, Bonaventure Muhimfura, et Amany Faustin Yao. Cet atelier a été l'occasion d'échanger sur l'état des lieux, les progrès réalisés, et les perspectives à venir en matière de santé infantile en Afrique de l'Ouest et du Centre, ainsi que sur la vaccination des enfants et la nutrition.

De façon générale, il est à retenir que de 2019 à 2023, des avancées significatives ont été accomplies en termes de baisse de la mortalité des enfants de moins de 5 ans, passant de 115 pour mille en 2014 à 80 pour mille en 2022, soit une réduction de 35 points.

Malgré ces progrès encourageants, il demeure impératif de persévérer les acquis, car certaines données continuent de susciter des inquiétudes. Notamment, le constat selon lequel 43% des nourrissons de moins d'un an n'ont pas bénéficié de tous les vaccins recommandés demeure préoccupant. De plus, il est alarmant de noter qu'un sur deux enfants de moins de 5 ans présente un retard de croissance, signalant ainsi une problématique persistante à résoudre.

La rencontre a également été marquée par la lecture des recommandations issues du forum régional porté sur le thème « Rôle et responsabilité des médias dans la promotion de la santé et de la nutrition en Afrique ». Ces recommandations offrent une feuille de route précieuse pour les médias engagés dans la promotion de la santé en Afrique.

Cet atelier de restitution à l'UNICEF Bénin est une preuve de plus de l'engagement des médias béninois en faveur de la santé des enfants, de la vaccination et de la nutrition. Il témoigne du pouvoir des médias dans la sensibilisation et la promotion des enjeux sanitaires. Un rendez-vous qui laisse entrevoir une collaboration fructueuse entre l'UNICEF et le REMAPSEN Bénin.

Mise en œuvre de la Convention de Bâle : Vers une meilleure gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques au Bénin

Du mardi 24 au jeudi 26 octobre 2023, la ville de Bohicon a abrité une importante rencontre d'information sur la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques. Cette rencontre animée par une équipe du ministère du Cadre de Vie, des Transports, et du Développement Durable, a réuni les praticiens, les cadres de la mairie, les ONG locales, quelques radios locales ainsi que des acteurs des structures déconcentrées, afin de garantir une meilleure gestion de ces déchets.



Atelier de formation sur les DEEE à Bohicon

À l'instar de plusieurs autres pays, le Bénin est signataire de nombreuses conventions internationales, parmi lesquelles figure la Convention de Bâle, qui régleme le mouvement transfrontière des déchets dangereux et leur élimination. Alors qu'ils sont classés parmi les déchets dangereux, les déchets d'équipements électriques et électroniques se trouvent répandus dans l'ensemble du territoire béninois. Cette prolifération expose les populations à des risques de contamination chimique si les déchets d'équipements électriques et électroniques ne sont pas mieux gérés.

C'est pourquoi, le Ministère du Cadre de Vie, des Transports, en charge du Développement Durable dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention de Bâle, a prévu une activité spécifique dans le plan de travail annuel de la Direction Générale de l'Environnement et du Climat. L'objectif de cette activité est d'informer et de former les acteurs opérant dans la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques sur le cadre juridique, l'état des lieux et les impacts sur la santé et l'environnement.



Pulchérie DONOUMASSOU SIMEON, Docteure en Droit de l'environnement e cadre au Ministère du Cadre de Vie et du Transport en charge du Développement Durable, a exprimé sa satisfaction quant à la participation active des acteurs impliqués. Elle a souligné l'importance de briser l'ignorance qui entoure cette question cruciale. Ces acteurs, qui interviennent pour la plupart sans grand intérêt pour les équipements de protection individuels, ont montré un fort désir d'intégrer les informations reçues lors de la formation pour mieux contribuer à la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques.

Durant trois jours, les participants ont pris connaissance des tenants et aboutissants de la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques. Ils se sont davantage impliqués à travers la rédaction d'un projet spécifique pour aborder de façon concrète la problématique.

« J'ai acquis de précieuses informations sur la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques au cours de cette formation » a déclaré Solange SEFAN, chargée de programme à l'ONG IFÊ ALA JOBI. Elle compte partager avec ses pairs et les communautés les informations acquises.

Un vœu vivement souhaité par Pulchérie DONOUMASSOU SIMEON, Cheffe de la mission de formation qui n'a pas manqué d'inviter

les parties prenantes à relayer les informations acquises au sein de leurs différentes communautés. De la part de la mairie, elle attend un accompagnement toutes les fois que les acteurs voudront organiser des activités pour disséminer l'information au niveau des populations. Car a-t-elle soutenu, la mauvaise manipulation des déchets d'équipement électriques et électroniques est une source de contamination à la fois pour l'Homme et son environnement.

C'est pourquoi, la mission de formation qui a commencé à Parakou n'est pas prête de s'arrêter si tôt. Elle continue son périple à travers d'autres villes du Bénin pour une meilleure gestion des déchets d'équipement électriques et électroniques au Bénin, contribuant ainsi au bien-être de la population et à la préservation de l'environnement.

Megan Valère SOSSOU

Série des potentiels africains face aux enjeux climatiques: Jonas A. ATCHADE et d'autres éminents experts situent l'Afrique en Italie

Le mardi 24 octobre 2023, l'École Transnationale de Gouvernance (STG) de l'Institut Universitaire de l'Europe (EUI) a accueilli un panel de haut niveau dans le cadre de la série »Les potentiels Africains«. Cet événement a rassemblé d'éminentes figures pour discuter des défis et opportunités liés aux changements climatiques, à la

migration, et à la transition énergétique en Afrique.



Les intervenants de renom étaient le Professeur Titulaire Yacob Mulugetta, Directeur du Centre de formation sur les Énergies Renouvelables à l'Université de Londres, le Dr. Youba Sokona, vice-président du GIEC (Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat) en charge du groupe de travail sur la transition énergétique et l'expert ATCHADE A. Jonas. Une session animée par Tuwilika Shaimemanya de Namibie.

Dans ses interventions, Jonas ATCHADE a abordé les questions relatives à la migration climatique, l'accentuation des risques climatiques sources des pertes et dommages récurrentes, la gouvernance des changements climatiques en Afrique et notamment les implications pour le continent, les défis liés à la paix, à la sécurité avec une interconnections des aléas climatiques dans le Sahel.

Cet événement visait à mieux comprendre les risques liés au réchauffement climatique, à la migration et la gouvernance climatique ainsi que la transition juste sectorielle en Afrique. Les discussions ont également examiné l'impact du changement climatique dans le contexte africain, le progrès social et ses indices en tenant compte de la croissance démographique et du développement des différentes régions africaines. Les experts ont échangé autour des opportunités offertes par la transition verte et de l'importance de l'énergie verte pour la sécurité énergétique de l'Afrique.

Au cours de l'événement, il a été abordé des questions plus approfondies liées à la gouvernance climatique en Afrique, en explorant les alternatives vers une gestion efficace du changement climatique sur le continent.

Notons que la série « Les potentiels des Africains » à

Florence (Italie) a permis une réflexion approfondie sur ces enjeux climatiques et a mis en lumière les efforts et les attentes de l'Afrique. Cette initiative a permis de réunir des experts de renommée mondiale pour éclairer les débats et contribuer à la recherche de solutions face aux défis climatiques qui pèsent sur le continent africain.

Megan Valère SOSSOU

Concassage de granite à Parakou : Entre survie et risques sanitaires

Bénin, like other West African countries, aims for development but struggles with youth underemployment and unemployment. Many citizens are compelled to do risky, dangerous jobs, such as the granite quarry workers in Parakou, who lack protective equipment and expose themselves to numerous diseases. They are appealing for government assistance and social support for better working conditions.

Gestion post-adoption de la contraception: Le CERRHUD

lance un dispositif innovant à Allada

Du 27 au 30 novembre 2023, une campagne de sensibilisation sur la gestion saine post adoption de la contraception se déroule dans la commune d'Allada. Cette activité fait partie d'un dispositif de suivi instauré par le Centre de Recherche en Reproduction Humaine et en Démographie (CERRHUD), en partenariat avec l'UNFPA, ABPF, et le bureau de la Zone sanitaire Allada, Toffo et Zè.



Sensibilisation

Sous la paillote du Centre de Santé de Sékou, dans la commune d'Allada, une trentaine de femmes sont concentrées à suivre une communication. Ce mardi, Gisèle H. sage-femme en service au Cerrhud, aborde l'importance de la planification familiale pour l'épanouissement des couples. « Nous aspirons à une harmonie dans les foyers, les familles et la communauté. Pour cela, le couple doit bien planifier le nombre d'enfants qu'il souhaite, au moment voulu », explique-t-elle.

Après avoir détaillé la procédure d'adoption d'une méthode contraceptive, elle communique un numéro de téléphone, le 55 33 96 96, que les femmes peuvent appeler pour obtenir un soutien sûr et apaisant concernant toute préoccupation liée à la planification familiale après adoption. « Il vous suffit de bipper, nous vous rappellerons pour vous orienter et vous assurer une prise en charge efficace », rassure Gisèle H.



«Bipé-mi, Après la Planification familiale, je t'écoute»

Le mot d'ordre est ainsi lancé, tant à Sékou que dans les

autres arrondissements de la commune. Cette initiative, mise en œuvre par le Cerrhud en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), l'ABPF et le bureau de la zone sanitaire Allada Toffo et Zè vise l'utilisation sûre des méthodes contraceptives.

» Après l'adoption d'une méthode de planification, le dispositif offre une écoute attentive, pour répondre à vos préoccupations et vous aider à maintenir une bonne harmonie avec votre corps, avec votre famille et avec votre entourage. Cette écoute attentive est confidentielle et basée sur les principes du secret médical. Elle s'appuie sur une cellule d'écoute formée qui implique des agents de santé et des assistants sociaux, avec la possibilité de mobiliser si besoin, l'appui des juristes, des officiers de police, des ONGs et des autorités politico-administratives », déclare le Directeur exécutif.

Ainsi, jusqu'au 30 novembre, des équipes seront déployées dans les marchés, les centres de santé, les centres de promotion sociale et autres lieux publics. Les groupements de femmes et les conducteurs de taxi-motos sont aussi sensibilisés sur ce dispositif. Les capacités des prestataires de soins de la commune d'Allada ont par ailleurs déjà été renforcées.

» Sur le terrain, nous constatons une attention du public au message, ce qui démontre l'importance du sujet pour la population montre le besoin d'écoute. Nous espérons que maintenant qu'ils sont informés sur la gestion post-adoption et la disponibilité d'un centre d'écoute, ils pourront massivement recourir au 55 33 96 96 pour être orientés en cas d'inquiétude après l'adoption », mentionne Dr Gottfried A. , Coordonnateur des activités. Allada pourra donc prouver que faire des choix éclairés et bénéficier d'un suivi efficace garantit des vies épanouies.